



## **REVUE DE PRESSE**

**Jeudi 25 mai 2017**



# L'hypothèse

## Jean-Pierre Raffarin bientôt ministre?

**E**douard Philippe, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin seront-ils bientôt rejoints par d'autres Républicains à Matignon? C'est en tout cas le souhait de l'exécutif qui entend intégrer d'autres personnalités de droite au gouvernement après les élections législatives des 11 et 18 juin, a déclaré hier sur Europe 1 le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner.

«*Nous le souhaitons*», a répondu ce dernier, interrogé sur l'intégration dans les rangs de la majorité de personnalités de droite à l'issue des législatives. «*On veut une majorité qui dépasse les partis politiques et qui s'appuie sur des femmes et des hommes issus de la gauche, comme moi du Parti socialiste, mais qui puisse aussi s'appuyer sur les progressistes chez Les Républicains*», a précisé le porte-parole du gouvernement.

«*Jean-Pierre Raffarin fait partie de ceux-là*», a-t-il ajouté, alors que l'ancien Premier ministre (LR) a proposé mardi que des députés LR et UDI «*s'associent*» dans la future Assem-



Jean-Pierre Raffarin et Emmanuel Macron en avril le mois dernier à Montmorillon. Photo AFP

blée pour former «*Les Constructifs*», groupement qui soutiendrait certaines réformes d'Emmanuel Macron. «*Certains Républicains nous ont rejoints sous l'autorité d'Édouard Philippe et c'est déjà un choix de dépasse-*

*ment majeur fait par le président de la République. Maintenant, il est important que l'on puisse s'appuyer sur des personnalités de l'importance de Jean-Pierre Raffarin et de beaucoup d'autres*», a conclu Christophe Castaner.

# L'infographie

## Législatives : les candidats Macron partent favoris



Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour des élections législatives, pour quel candidat voteriez-vous ?



Sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match mené auprès de 950 électeurs, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Réalisé en ligne du 18 au 19 mai 2017.



# Le nouveau visage des bénévoles

■ Deux Charentais sur dix œuvrent dans l'une des 8 500 associations du département  
 ■ Mais le bénévole est désormais plus friand de missions  
 ■ Le monde associatif s'adapte.

Benoît CAURETTE  
 b.caurette@charentelibre.fr

Il a 55 ans et elle 33. Il est au chômage à Magnac; elle est coiffeuse à Angoulême. Frédéric et Rachel ont tous les deux des envies de partage. Prêts à donner de leur temps, à s'ouvrir à de nouveaux horizons, à se remettre en piste aussi, ils ont poussé lundi soir la porte de l'espace des solidarités, le QG angoumois du Secours catholique en Charente. Ici, tous les trois mois environ, Julien Ricaud, le délégué départemental, se transforme en directeur des ressources humaines le temps d'une réunion de recrutement. Trouver des bonnes volontés reste une préoccupation majeure pour la moitié des dirigeants d'association dans l'Hexagone. «Le nombre de bénévoles dont nous avons besoin est infini», rigole à moitié Julien Ricaud. Et 380 comme actuellement, c'est à la fois beaucoup et tout juste insuffisant pour la panoplie d'activités de sa structure. «Parce qu'il y a du turnover, de nouveaux besoins en permanence», en termes de comptabilité, d'accueil, de vente, d'écoute: en tout, une quinzaine de profils. Sur la base de compétences pas toujours simples à dénicher, à valoriser et à conserver. «Pour tout ce qui touche aux nouvelles façons de communiquer, autour des réseaux sociaux notamment, il y a un vrai problème générationnel», illustre Bernard Povereau, président départemental de la Croix-Rouge. Les trois quarts, «pour ne pas dire plus», des presque 500 bénévoles de l'as-



Le Secours catholique de la Charente a un «besoin infini de bénévoles» et propose de nombreuses missions. Photo Majid Bouziz

sociation en Charente «sont à la retraite et ne maîtrisent pas forcément ces nouveaux outils». D'où la nécessité d'apporter du sang neuf, «des idées plus fraîches, de la niaque», demande le président qui a, pour cela, fait de la conquête des jeunes un objectif de mandat.

## Ils veulent s'épanouir dans leur association...

La semaine dernière, ses équipes ont rencontré une trentaine de jeunes du lycée de L'Oisellerie à La Couronne, «pour essayer de créer une sorte de mini-antenne, un bureau où les lycéens s'engageraient au fil des années pour l'association et qui pallierait les allées et venues logiques d'un public amené à bouger pour poursuivre ses études».

Un concept à reproduire idéalement «dans tous les lycées». Et qui veut surtout coller à ce qui semble être le visage des bénévoles d'aujourd'hui. «Il y a vingt ou même encore dix ans, les gens devenaient bénévoles parce que la seule identité de l'association leur parlait et ils restaient très longtemps. Aujourd'hui, il y a beaucoup de passage, mais quand ils sont là, ils veulent s'épanouir, ce qui se comprend parfaitement», décrit Julien Ricaud. Bernard Legall, prof d'anglais retraité à Cognac, en est un parfait exemple. «Quand je suis arrivé en Charente il y a deux ans, dit-il, je

## Le chiffre 74 000

C'est, au bas mot, le nombre de bénévoles charentais estimé par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. L'évaluation haute porte ce chiffre à 82 000.

me suis d'abord tourné vers le Secours populaire. Je préparais des colis alimentaires, je vendais. C'était bien, mais je n'ai pas trouvé spécialement ma place.» Difficile pour lui d'être un bénévole parmi d'autres dans la fourmilière.

## ... et pouvoir s'engager sur un temps donné

C'est au bureau d'Info 16, relais local, entre autres, de l'association France Bénévolat, qu'il a trouvé l'enrichissement et la valorisation personnelle qu'il recherchait en devenant une sorte d'écrivain public aidant gracieusement aux démarches administratives. Implantée depuis une dizaine d'années, cette structure a bien compris les nouvelles règles du jeu et fait office en quelque sorte d'agence d'interim pour les associations du coin en leur mettant à

disposition un vivier de bénévoles (lire ci-contre). «Je reçois les gens, je relève leurs compétences et je leur propose quelque chose qui leur corresponde parce que je connais les besoins des associations que je sers en début d'année, mais en leur précisant bien ce sont eux qui décident de leur engagement, du temps qu'ils veulent y passer», détaille Joëlle Lepic, directrice d'Info 16. «Ce n'est pas un contrat de travail, c'est donc aussi à nous de nous adapter, même si ce n'est pas toujours facile», consent Julien Ricaud. Alors, c'est entendu: s'il fait suite aux échanges de lundi soir, Frédéric le demandeur d'emploi cessera de donner, du jour au lendemain, un coup de main à la comptabilité dès lors qu'il retrouvera un job. Rachel intégrera quant à elle la boutique solidaire qui lui plaît le plus, sans contraintes. Mais pour espérer fidéliser les intermittents du bénévolat, encore faut-il savoir les accueillir. «Le coaching est essentiel, la reconnaissance aussi, sans quoi les gens ne reviennent pas», prévient Joëlle Lepic. Quant à l'inévitable usure des forces vives, c'est autre chose: «À un moment, il faut savoir ne pas devenir un vieux con, philosophe Charly Nebout, qui vient de passer la main à L'Imprévu festival de Montembœuf après vingt-huit ans d'engagement passionné. Ce qui compte, c'est de donner, laisser sa trace et transmettre tout ça.»

## L'experte «Il n'y a pas de crise du bénévolat»

Joëlle Lepic (Archives CL) est directrice d'Info 16 à Cognac, antenne du Centre régional d'information jeunesse, mais pas que.



Les locaux de la rue d'Angoulême font aussi depuis des années office de relais local de l'association France Bénévolat. À ce titre, Joëlle Lepic reçoit chaque semaine deux à trois bénévoles potentiels soucieux de mettre leurs compétences au service d'un vivier d'une cinquantaine d'associations de l'ouest Charente ou tout simplement de (re)trouver du lien social, un sens. Et pour elle, le constat est clair: «On dit qu'il y a une crise du bénévolat, mais c'est faux. Bien au contraire, il n'y a jamais eu autant de bénévoles. Les chiffres le montrent: en six ans, leur nombre a augmenté de près de 12% en France, selon les derniers chiffres publiés. Les gens ont envie de s'engager, de partager. En revanche, ce qui est vrai, c'est qu'il est difficile de trouver des bénévoles pour entrer dans les bureaux. Mais je crois que c'est bien souvent parce qu'en réalité on ne leur laisse pas le temps au préalable de s'imprégner des valeurs de l'association, de s'y faire sa place et d'en partager un certain vécu. Le tort de beaucoup d'associations est de griller les étapes. Mais ce n'est pas en sautant tout de suite sur les gens pour qu'ils entrent au conseil d'administration qu'on obtient les meilleurs résultats. Au contraire, c'est souvent un repoussoir, parce que ça fait peur, aussi bien en termes de responsabilité que d'engagement en temps, réels ou supposés.»

## Des passerelles pour aider à dénicher les bons profils

Elles veulent jouer les entremetteuses. Sur le même principe que France Bénévolat, déjà implantée à Cognac depuis une dizaine d'années. Joëlle André, Anouk Bishop et Cécile Gatard, trois Charentaises d'adoption, ont posé la semaine dernière les jalons de l'antenne départementale de l'association «Passerelles et compétences». Pour en résumer la philosophie générale, deux plaquettes. L'une, à destination des associations: «Nous connaissons certainement le bénévole qu'il vous faut.» L'autre, pour les particuliers qui ont envie de rendre service: «Donnez du sens à vos compétences.» La convergence des deux vise à déboucher sur des partenariats réussis et plutôt ponctuels,

puisque c'est désormais la tendance. «Nous voulons mettre le bénévolat de compétences en exergue», insiste Joëlle André, responsable de la nouvelle antenne dans les cartons depuis octobre. Nous nous adressons exclusivement aux associations de solidarité.»

## 200 bénévoles à trouver en Charente

Aussi bénévoles que la responsable, retraitées des ressources humaines, Anouk Bishop et Cécile Gatard, les «passerelles» par ailleurs en recherche d'emploi, se donnent pour objectif de tisser un réseau de bénévoles et de renseigner dans une base de données les

savoir-faire de chacun. «En les conjuguant automatiquement aux attentes des associations qui paient pour cela une petite cotisation d'environ 50 euros, les uns et les autres seront d'abord mis en relation par mail», dit Cécile Gatard.

C'est ainsi que l'association «Corps et ânes» de Pérignac vient de dénicher son infographiste bénévole pour l'aider à créer son logo. Mais le coup de main arrive de Charente-Maritime, le réseau de bénévoles d'ici n'en étant qu'à ses balbutiements. «Nous n'en avons qu'une dizaine et il nous en faudrait au moins 200 pour que ça tourne», annonce Anouk Bishop. Reste donc pour les trois femmes à mener un important travail de



Joëlle André, Anouk Bishop et Cécile Gatard (de gauche à droite) sont en train de poser les jalons en Charente de l'association «Passerelles et compétences.» Photo Quentin Petit

communication. En mettant en ligne prochainement une page Facebook, mais aussi et surtout en allant frapper aux portes des associations, en participant à des salons... En

quête de tous ces talents qui gagneraient à être connus.

Pour rejoindre Passerelles et compétences: angouleme@passerellesetcompetences.org

# Département: les travailleurs sociaux promettent la grève

**L**e projet de réorganisation des Maisons départementales de la solidarité (MDS) n'est encore que dans les cartons du conseil départemental, mais le préavis de grève est déposé pour le 30 mai, jour de comité d'hygiène et de sécurité. «C'est le résultat de l'inquiétude des salariés du service social», explique Jean-Marc Thomas, délégué CFDT du personnel.

L'intersyndicale CFDT-CGT a décidé de mettre la pression pour que le Département apporte des réponses aux salariés des Maisons départementales de la solidarité qui dénoncent leurs conditions, leur charge de travail, et qui redoutent qu'une réorganisation des

services ne vienne aggraver la situation. «Il s'agit de revoir les secteurs des MDS, de passer de neuf à cinq secteurs pour coller à la carte des nouvelles intercommunalités. Avec des conséquences dommageables pour les salariés», redoutent les syndicats.

Les agents dénoncent déjà une charge de travail qui s'accroît à effectifs constants. «Un redécoupage des secteurs risque de l'alourdir encore. À titre d'exemple, entre 2009 et 2015, le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté de 30%. Et des dispositions réglementaires viennent encore alourdir les procédures.»

Pour autant, les syndicats indiquent qu'ils ne sont «fermés à

rien». Ils craignent simplement que la question des risques psycho-sociaux dans la collectivité ne soit prise en compte au profit de la seule réorganisation.

«La dégradation des conditions de travail est bien réelle, appuie Jean-Marc Thomas. Alors que la collectivité ne parlait que de réorganisation, nous avons obtenu un audit sur les risques psycho-sociaux. Depuis le diagnostic et les préconisations, il ne s'est pas passé grand-chose.» Le mouvement de mardi, c'est aussi pour mettre la pression, pour «forcer à la discussion».

Au Département, la réorganisation pourrait concerner 800 personnes, dont 300 agents des MDS et 330 familles d'accueil.

## Les viticulteurs élisent leurs représentants

**L**es 325 délégués de l'UGVC (Union générale des viticulteurs pour l'AOC cognac) ont élu leur nouveau conseil d'administration hier matin, à La Salamandre. Parmi les 67 candidats, 54 administrateurs, répartis sur les cinq crus du cognac, ont été choisis. «Avec un taux de renouvellement de 28% (15 nouveaux élus), la viticulture affiche un dynamisme fort

et une volonté claire de faire valoir ses intérêts», indique l'UGVC.

Côté parité, en revanche, il faudra repasser. Seulement deux femmes figurent dans le nouveau conseil d'administration, qui se réunira jeudi 1<sup>er</sup> juin pour élire le président, ainsi que les membres du bureau et ses représentants au BNIC (Bureau national interprofessionnel du cognac).



Les administrateurs élus sont répartis sur les cinq crus du cognac.

Photo J. P.

# Garde d'enfants: une agence recrute des nounous

Une enseigne de garde d'enfants à domicile a ouvert à Cognac. Elle recrute des intervenant(e)s. De tous les âges avec expérience.

Frédéric BERG  
f.berg@charentelibre.fr

**K**angourou Kids fait des petits en Charente. Cette enseigne nationale spécialisée dans la garde d'enfants à domicile, garde partagée et sortie d'écoles, qui compte une centaine d'agences en France en avait ouvert une première à Angoulême en 2011. Une seconde vient de s'implanter à Cognac, au n°18, rue Ménadine. Une histoire de famille. C'est en effet le conjoint de la responsable de l'agence d'Angoulême qui va piloter celle de Cognac. *«Mon épouse Amandine s'est lancée en 2011 et son agence fonctionne très bien. Elle emploie une cinquantaine d'intervenants. Comme je souhaitais me réorienter professionnellement j'ai décidé d'ouvrir une agence à Cognac»*, souligne Clément Coiffard, 34 ans, qui travaillait dans la grande distribution.

## «Du sur-mesure»

Le responsable de l'agence cognaçaise a lancé son recrutement. *«Je cherche des personnes expéri-*



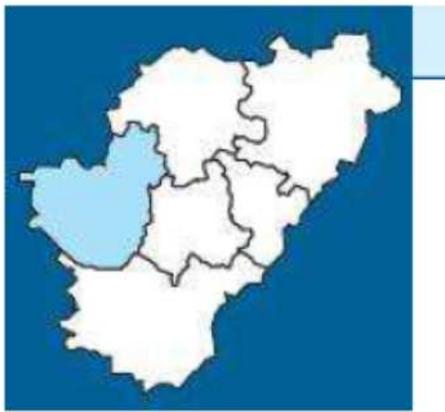
Clément Coiffard, le responsable de l'agence cognaçaise.

Photo F. B.

*mentées à partir de 18 ans. Cet emploi peut aussi parfaitement convenir à des retraitées ou des professionnels de la petite enfance qui souhaitent un complément de revenus»,* détaille Clément Coiffard qui indique que la grande majorité des personnes recrutées sont des femmes. L'agence cognaçaise va également tenter de

convaincre les familles. Une campagne de tractage a été lancée : *«Notre métier c'est de faire du sur-mesure, de s'adapter aux demandes des familles sur du ponctuel ou du régulier»*.

Agence de Cognac, n° 18, rue Ménadine.  
Lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 h à 12h30  
et de 14 h à 18 h. Contact au 05 45 35 39 08.



## ■ CHERVES-RICHEMONT

### Culture et sécurité au programme du conseil municipal

Le conseil municipal, réuni lundi soir, avait à l'ordre du jour de nombreux points se rapportant au plan financier avec la tarification pour la prochaine saison culturelle de L'Abaca, la salle de spectacle; la signature d'une convention de vente de billets avec la société Ticketnet qui possède un réseau de diffusion au niveau local. Également validée, la tarification du spectacle organisé par la médiathèque. Dans le cadre de l'aide à la diffusion du spectacle vivant, des subventions seront sollicitées auprès du Département.

**Travaux.** Afin de sécuriser l'école maternelle, des travaux de maçonnerie, pose de grillage soudé et mise en place de barrières seront entrepris dès le début des vacances scolaires d'été. Les devis d'une partie des travaux qui s'élèvent à 54 327 €, feront l'objet d'une demande de subvention auprès du Fonds interministériel de prévention de la délinquance.

**Achat de matériel.** Suite à la réalisation d'un plan d'entretien communal avec la Fredon, pour une démarche d'arrêt d'usage des produits phytosanitaires, la commune fait l'acquisition d'un désherbeur mécanique, d'un autre thermique, d'une brosse de désherbage, d'une débroussailleuse avec batterie et d'un broyeur pour un montant de 16 100 € avec demande de subvention auprès de l'agence Adour-Garonne.

**Terrains.** Une cession de terrain, sera actée pour le Conservatoire du vignoble charentais. Par ailleurs, un terrain d'environ 2 000 mètres carrés jouxtant la crèche sera acquis.

**Sivu de restauration.** L'avenir du syndicat sera arrêté lors d'une prochaine réunion du comité, tenue en juin prochain.

**Personnel.** Un contrat CAE a été renouvelé pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> avril dernier.

## ■ JULIENNE

### Les élus parlent finances et travaux

Lors de leur dernière réunion, Jean-Marc Lacombe, maire et le conseil municipal ont examiné les finances: *«Notre compte administratif et notre budget ont été votés dernièrement. Pour l'exercice 2016, il ressort un résultat de fonctionnement positif de 88 756 euros et en investissement, un négatif de 6 330 euros»,* a expliqué le maire. Les comptes communaux sont redevenus sains et stables depuis quelques années *«sans augmentation des taux de nos impôts locaux. Notre budget de fonctionnement a été voté en dépenses et en recettes pour 371 563 euros.»*

**Voirie.** La municipalité va poursuivre ses efforts en matière de voirie. Après la création de la rue des Vergers l'an dernier (Photo CL), la route de Julienne aux Tuileries va être l'objet de travaux cette année.

**Travaux.** En projet également, la réhabilitation du bureau de la mairie avec mise en conformité et accès pour les handicapés. L'aménagement des eaux pluviales est prévu route de la Versaine ainsi que la continuité des travaux d'aménagement au cimetière. Il y aura la mise en place de l'éclairage public route de Bellejoie, le renforcement de l'éclairage public route des Marcasses, la réhabilitation des panneaux de signalisations communaux, le renforcement du parc de décorations de Noël, et divers entretiens de bâtiments

# L'état d'urgence va être prolongé

**A**près l'attentat de Manchester, le gouvernement a annoncé hier vouloir prolonger l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre, le temps d'adopter une nouvelle loi antiterroriste, s'attirant les critiques de plusieurs organisations qui jugent inefficace ce régime d'exception en vigueur depuis les attaques jihadistes de novembre 2015.

Lors d'une réunion du Conseil de défense, la deuxième depuis son élection, Emmanuel Macron a annoncé qu'il demanderait au Parlement de prolonger l'état d'urgence qui devait arriver à échéance le 15 juillet.

L'état d'urgence, décrété fin 2015

après les attentats du Bataclan, des terrasses parisiennes et du Stade de France, les plus meurtriers jamais commis en France (130 morts), a déjà été prolongé à cinq reprises. Si la mesure est votée et va à son terme, la France aura connu 23 mois d'état d'urgence ininterrompu, un record.

L'annonce intervient deux jours

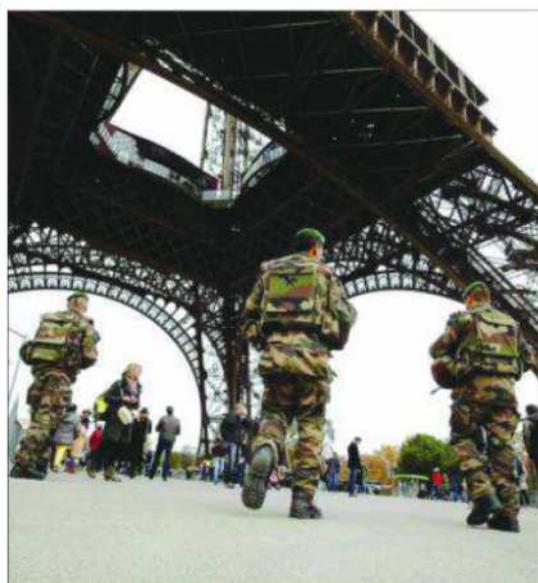
» **Un projet de loi inscrira dans le droit commun les dernières mesures de renforcement de l'arsenal existant**

■ A la suite de l'attentat de Manchester, le président Macron a annoncé hier son intention de demander la prolongation de l'état d'urgence jusqu'en novembre ■ Une situation que la France connaît déjà depuis 17 mois

après l'attentat de Manchester qui a fait 22 morts dont des enfants, à la sortie d'un concert.

Le chef de l'Etat a également demandé au gouvernement de « proposer des mesures de renforcement de la sécurité face à la menace terroriste hors état d'urgence afin qu'un texte législatif soit préparé dans les prochaines semaines ».

Un peu plus tard à l'issue du Conseil des ministres, le Premier ministre Edouard Philippe a lié la sortie de l'état d'urgence à l'adoption de ce nouveau texte antiterroriste, qui comprendra des mesures se rapportant aux spectacles et aux



Les soldats de l'opération Sentinelle vont poursuivre encore leurs patrouilles dans le cadre de l'état d'urgence. Photo AFP

stades sportifs après l'attentat de Manchester.

« Cette prorogation sera limitée au temps nécessaire à l'examen d'un projet de loi qui inscrira dans le droit commun les dernières mesures de renforcement de l'arsenal existant, notamment pour assurer de manière durable, par des mesures administratives appropriées, la

sécurisation des grands événements culturels, récréatifs ou sportifs », a affirmé M. Philippe.

L'état d'urgence permet notamment aux forces de l'ordre d'effectuer des perquisitions administratives, l'assignation à résidence de personnes « dont l'activité est dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics », l'interdiction de réunions

## Onze organisations critiquent la mesure

L'annonce de la prolongation de l'état d'urgence a été critiquée par onze organisations, dont Amnesty International France, Human Rights Watch, la Ligue des droits de l'Homme, le Syndicat de la magistrature ou le Syndicat des avocats de France.

Regrettant une annonce faite « sans concertation des acteurs de la société civile », elles ont jugé cette mesure d'exception « toxique » pour la société française.

Mardi, elles avaient envoyé une lettre au président Macron l'invitant à ne pas proroger l'état d'urgence, qui selon elles « contournent la justice antiterroriste », « épuisent les forces de sécurité », « autorisent des mesures impliquant des atteintes graves aux libertés individuelles sans contrôle en amont du juge judiciaire ».

de toute nature, la fermeture provisoire de salles de spectacle ou de réunion. En mars, on comptait encore une soixantaine de personnes assignées à résidence.

Selon l'Elysée, le chef de l'Etat a également « donné des instructions pour la mise en place du centre de coordination des services engagés dans la lutte contre le terrorisme ». Cette « task force » antiterroriste rattachée à l'Elysée comprendra « 50 à 60 personnes ».

## Avril: baisse en demi-teinte du chômage

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi comme n'exerçant aucune activité a baissé de 36.300 en avril. Mais parallèlement, le nombre d'inscrits ayant eu une activité partielle a grimpé...

**N**ouveau yo-yo des chiffres de Pôle emploi: après une flambée en mars, l'opérateur public a vu le chômage baisser en avril. Un nouvel exemple de la volatilité de cet indicateur que la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, ne compte plus commenter.

Le nombre de chômeurs, qui avait bondi de 43.700 en mars, a reculé de 36.300 (-1,0%) en avril, pour s'établir en métropole à 3,47 millions de personnes, selon les chiffres

du ministère du Travail.

Cette baisse a profité à toutes les classes d'âge. La situation s'est améliorée chez les jeunes (-1,2%), confirmant la tendance observée en un an (-6,3%), et chez les seniors (-1,1%), à contrecourant des tendances longues (+2,9% en un an).

L'éclaircie est toutefois en demi-teinte. Elle s'accompagne en effet d'une hausse du nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé

une activité au cours du mois (catégories B et C). En tout, la France comptait 5,53 millions de demandeurs d'emplois, avec ou sans activité, en métropole (+0,6%), 5,84 millions avec l'Outre-mer (+0,5%). Si l'on analyse les chiffres en tendance, la baisse du chômage engagée en 2016 semble avoir atteint un palier. Au-delà des à-coups, les statistiques de Pôle emploi sont en très légère hausse au cours des quatre premiers mois de 2017

(+4.700, +0,1%).

Avril était le dernier mois plein du quinquennat de François Hollande. Depuis fin mai 2012, Pôle emploi a vu affluer 549.200 chômeurs supplémentaires en métropole, soit une hausse de 18,8%. Ces chiffres sont toutefois en contradiction avec le taux de chômage de l'Insee, qui a baissé de 0,4 point au premier trimestre et retrouvé son niveau (9,3% en métropole) du début de mandat Hollande.

## Cet après-midi



### Quelques degrés de plus

Le temps reste calme sous un soleil ardent, favorisant encore la hausse des températures. Cette chaleur sera toutefois un peu tempérée par un vent de secteur Nord-Est, localement très sensible.

### Vendredi



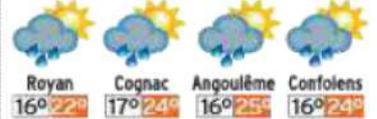
### Samedi



### Dimanche



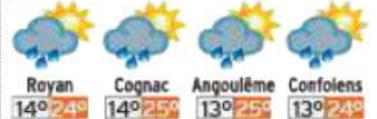
### Lundi



### Mardi



### Mercredi



# Macron veut prolonger l'état d'urgence

**TERRORISME** L'Élysée a annoncé hier qu'une nouvelle prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre allait être soumise au Parlement

YANN SAINT-SERNIN  
y.saint-sernin@sudouest.fr

L'état d'urgence pourrait durer encore. Hier, à la suite du Conseil de défense, l'Élysée a fait savoir qu'il entendait soumettre au vote du Parlement une prolongation de cette mesure d'exception jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre prochain. Proclamé par François Hollande à la suite des attentats du 13 novembre 2015 et renouvelé cinq fois par le Parlement, l'état d'urgence s'est durablement installé dans le paysage français. La dernière prolongation devait s'achever le 15 juillet prochain. Après les attentats de Manchester, l'état d'urgence pourrait finalement couvrir encore la période estivale, considérée comme particulièrement sensible en raison des nombreuses manifestations et festivals.

**En vigueur depuis un an et demi**  
Cette mesure, issue de la guerre d'Algérie, donne des pouvoirs dérogatoires au ministère de l'Intérieur, lui permettant notamment de procéder à des perquisitions administratives et des assignations à résidence. Il permet également aux préfets d'interdire des manifestations sur la voie publique ou d'interdire des réunions.

À la suite des attentats de 2015, les forces de l'ordre avaient procédé pendant plusieurs semaines à plus de 4 000 perquisitions et à des centaines d'assignations à résidence de per-

sonnes. Le rythme de ces perquisitions a fortement ralenti depuis.

Hier soir, 11 organisations, dont le Syndicat de la magistrature (de gauche) et la Ligue des droits de l'homme, se sont élevées contre ce projet de reconduction. La levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis plus d'un an et demi, fait débat depuis plusieurs mois.

D'autant que, parallèlement, l'arsenal législatif de droit commun en matière de lutte contre le terrorisme s'est considérablement renforcé. En février 2016, le Conseil d'État avait averti que l'état d'urgence, mesure dérogatoire à la Convention européenne des droits de l'homme « ne saurait être prolongé indéfiniment ». Le défenseur des droits, Jacques Toubon, avait lui aussi fait part de ses inquiétudes.

## Une nouvelle loi antiterroriste

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a justifié hier la prolongation de l'état d'urgence par la préparation d'un nouveau texte de loi incluant des mesures concernant les stades et les salles de spectacle.

Emmanuel Macron a également annoncé avoir donné des instructions pour la mise en place d'un centre de coordination des services engagés dans la lutte contre le terrorisme. L'objectif affiché est de faire converger les informations issues des six services de renseignement français afin d'améliorer l'efficacité de la prévention des risques terroristes.



La sécurité a également été renforcée au Festival de Cannes. PHOTO ANNE-CHRISTINE POLJOULAT/AFAP

## Fête du fleuve : les gros moyens

Pour la nouvelle édition de Bordeaux fête le fleuve, qui s'ouvre demain et dure dix jours jusqu'au 4 juin, la sécurité a dû être renforcée par les organisateurs, à la demande des autorités. Le dispositif a été détaillé hier en préfecture. Forces de l'ordre et services de secours seront mobilisés « en nombre », a indiqué le préfet, Pierre Dartout, sans donner de chiffres. Les sacs seront fouillés et des palpations seront réalisées à l'entrée du Village, sur les quais, et de la place des Quinconces, où se tiendront les concerts. À l'image de ce qui avait été fait

pour la fan zone lors de l'Euro 2016. Des mesures qui ont un coût. « Le coût de la sécurité a doublé par rapport à la précédente édition, il y a deux ans. Il représente 30 % du budget global, qui s'élèvera à 1 million d'euros, contre 850 000 euros prévus au départ », précise Stéphane Delaux, adjoint au maire de Bordeaux et président de Bordeaux Grands Événements, organisateur de la Fête du fleuve. Principal financeur, la Ville de Bordeaux va mettre la main à la poche pour faire face à ces dépenses supplémentaires. Bordeaux Métropole aussi.

# Le rendement 2017 s'envole

**VIGNOBLE DU COGNAC** L'interprofession a choisi un niveau en hausse, à 12 hl AP/ha

Le chiffre est transmis par l'interprofession comme au rythme des saisons. Le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC) a fixé les rendements pour l'année 2017. L'assemblée plénière, réunie lundi, a choisi le seuil de 12 hectolitres d'alcool pur par hectare.

Il faut y voir une hausse constante : ce chiffre s'établissait à 10,84 hl AP/hac en 2015 et 11,02 en 2016. Le BNIC en donne la raison : « Ce rendement répond à la forte demande des marchés, de + 6,3 % sur l'année mobile arrêtée au 31 mars 2017 », fait savoir le communiqué. En effet, les ventes de cognac vont croissant, notamment grâce

à l'export. Au total, ce sont ainsi plus de 182 millions de bouteilles qui ont été expédiées au 31 mars 2017, pour un chiffre d'affaires de près de 2,9 milliards d'euros.

Mais voilà : le gel du mois dernier et la grêle de mai 2016 laissent craindre un problème de production. La filière va donc être confrontée à ce dilemme : faut-il baisser les rendements en raison de ces aléas climatiques, quitte à pénaliser ceux qui ont été épargnés et peuvent produire ? Pour l'heure, l'épisode de gel n'est pas pris en compte dans la détermination du rendement 2017, mais fera partie des éléments utilisés pour le calcul de 2018. En atten-



La vigne gelée risque être moins productive. PH. ARCHIVES J.G.

dant, la mesure doit être validée auprès de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

**Jonathan Guérin**

## CHARENTE

### Les services du Département font le pont



L'ensemble des services du Conseil départemental seront exceptionnellement fermés aujourd'hui, en raison de l'Ascension. Comme la Direction de la solidarité centre de prévention de la Charente (notre photo), service du Département. PHOTO ANNE LACALUD

# Le forage est sur les rails

## SOLIDARITÉ

Mercredi, un point sera fait par le CJD et les jeunes de la Mission locale sur leur projet « L'Eau d'une vie », porté au Sénégal

DIDIER FAUCARD

d.faucard@sudouest.fr

C'est un projet à la fois ambitieux et passionnant. Depuis le mois de septembre, le Centre des jeunes dirigeants de Cognac (CJD) s'est lancé dans l'opération humanitaire « L'Eau d'une vie », au Sénégal.

« Au CJD, chaque président, élu pour deux ans, est porteur d'un projet. Le mien, j'ai voulu qu'il s'appuie sur la notion d'équilibre, un équilibre de vie », indique Christine Tardy, la présidente. Sur ce principe est venue l'envie de faire un voyage humanitaire, « mais avec Thomas (Gonon, le directeur de la maison A. de Fussigny NDLR), on s'est dit que c'était les gens qui allaient surtout nous apporter des choses », poursuit Christine Tardy. Toujours cette question d'équilibre.

Le projet a commencé à prendre forme lorsque, par l'intermédiaire de Thomas Gonon, le CJD a été mis en contact avec l'ONG dirigée par Loïc Treguy, Village Pilote, qui gère un village pour enfants, à quelques kilomètres de Dakar au Sénégal (lire par ailleurs). « Au mois de mai 2016, nous avons rencontré Loïc. En juillet, nous sommes allés sur place pour voir ce qu'il était possible de faire. Et fin août, début septembre, nous avons véritablement attaqué le projet. » Un projet donc, centré sur la nécessité d'équiper le village d'un forage pour amener l'eau. « Nous n'étions pas forcément partis sur



Les membres du CJD et les jeunes du projet. PHOTO D. F.

l'eau au départ, il n'y avait rien de défini. »

### Mobilisation générale

De retour en France, la question a été de trouver le financement pour mener à bien « L'Eau d'une vie », un budget de 120 000 €. Et l'autre bonne idée des membres du CJD a été d'associer et d'impliquer des jeunes de la Mission locale dans leur projet. L'occasion de leur donner un coup de pouce, de leur apporter une expérience professionnelle et leur faire bénéficier de leurs réseaux. « Au départ, nous avons fait 12 entretiens. Nous les avons jugés sur leur capacité à s'engager. » Pour en retenir finalement neuf qui, accompagnés par les membres du CJD, ont pris en charge le démarchage de dons auprès des différentes entreprises du secteur. « Les entreprises ont vraiment joué le jeu. Le concept a bien plu. Certaines se le sont même totalement approprié en interne », souligne Christine Tardy. Résultat, 55 000 € récoltés.

Une fierté pour ces jeunes et une belle expérience : « Nous avons beaucoup travaillé pour pouvoir nous présenter devant des chefs d'entreprise. Cela nous a appris beaucoup de choses, nous avons gagné en maturité, en humilité, à aller plus vers

les autres... », disent-ils. Cerise sur le gâteau pour eux, ils ont tous pu décrocher des contrats professionnels depuis.

Dernier épisode en date, les membres du CJD et les jeunes se sont rendus au Sénégal, du 23 avril au 6 mai, mais pas les mains vides. « Nous étions 10, nous avions deux valises de 23 kg chacune », précise Thomas Gonon. Des vêtements, livres scolaires... « Un autre container devrait partir en juin. » Surtout, ils ont remis en marche une éolienne qui ne fonctionnait plus depuis trois ans, permettant de fournir de l'électricité au village d'une manière plus écologique et moins onéreuse que le générateur en fonction.

### « Le but initial est rempli »

Quant au projet de forage, un hydrologue a bien confirmé la présence d'eau dans le sous-sol du village à une profondeur de 150 à 250 m. De son côté, l'Office des forages ruraux (Ofor) du Sénégal a décidé d'aider le projet en offrant du matériel (pompe, groupe électrogène...) pour une valeur de 30 000 €. « De tous les côtés, il y a eu un effet boule de neige autour de ce projet. Chacun a voulu s'impliquer », se réjouit Christine Tardy. Les acteurs de « L'Eau d'une vie » n'attendent plus que le rapport

## VILLAGE PILOTE

Le centre d'accueil de ce village d'enfants a pour mission d'endiguer la problématique des enfants des rues au Sénégal. Il fait partie des quatre centres créés par l'ONG Village pilote. Il accueille des enfants, adolescents et jeunes garçons (jusqu'à 25 ans) en rupture familiale et sociale. Le but est ensuite de favoriser leur réinsertion dans le but de favoriser leur réinsertion à travers un programme, des formations : électricité, menuiserie, maraîchage... de soins et d'alphabétisation.

final de l'hydrologue et les autorisations pour lancer les appels pour le forage qui devrait début en septembre. « Le but initial est rempli », ajoute Christine Tardy.

Le point sur ce projet de « L'Eau d'une vie » sera fait lors d'une soirée de restitution mercredi 31 mai, à partir de 17 heures au Castel de Châteaubernard ; en présence de Loïc Treguy et Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation. Participation : 60 €. Les bénéfices seront reversés au projet. Les places sont en vente sur le site suivant : [www.weezevent.com/cjd31mai17](http://www.weezevent.com/cjd31mai17)

# L'argent de l'Agglo fait grincer des dents

**POLITIQUE** Mardi soir, lors du Conseil, les élus de Grand-Cognac ont débattu de détails financiers que l'on n'attendait pas

JONATHAN GUÉRIN  
j.guerin@sudouest.fr

Le Conseil d'Agglomération aurait pu être expédié, mardi soir. Contre toute attente, il y a eu bien des débats, principalement autour des questions d'argent. D'abord sur un point technique. Grand-Cognac a voté le principe d'un PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal), « pour assurer une cohérence sur le territoire », selon le président Michel Gourinchas. Ainsi, une délibération prévoit d'engager un prestataire pour cette mission de six ans, avec un contrat de 800 000 euros.

Un chèque qui a eu du mal à passer pour Dominique Souchaud : « N'était-il pas possible de tronçonner la somme pour la confier à plusieurs bureaux d'études, de manière à ce que cette somme conséquente soit dépensée au profit d'entreprises locales ? », s'est interrogé le maire de Saint-Sulpice. La réponse est venue de Véronique Marendat : « C'est interdit par la loi », a répliqué la vice-présidente.

## L'urbanisme attendra 2023

Le sujet est d'ailleurs assez sensible. Émilie Richaud, élue de droite, a dévié la discussion sur le plan local : « À Cognac, cela fait onze ans que le PLU est en préparation. Arrivera-t-on au bout ? Pour Grand-Cognac, on parle de 2023. Je trouve que les délais ne sont pas en adéquation avec les besoins du territoire. » Directement visé, le président (et maire de Cognac) a rappelé qu'il s'agissait d'un débat municipal, et non pas d'Agglomération. Quant au délai pour Grand-Cognac, la majorité l'a jugée « raisonnable », compte tenu du territoire à couvrir. Au final, 86 conseillers ont approuvé le lancement du PLUI (un vote contre, une abstention).

Mais l'argent déclenche décidément de sacrés débats chez les élus. Pendant vingt minutes, ils ont analy-



Dans plusieurs dossiers, certains élus ont montré qu'ils entendaient vérifier la bonne utilisation de l'argent public. J.G.

## AU FIL DES DOSSIERS

**SÉCURITÉ** Contraint par la loi, Grand-Cognac a dû créer un Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance. Le CISP doit permettre une réflexion globale sur la sécurité à l'échelle de l'Agglo.

**QUARTIERS** Les élus ont validé l'adhésion (pour 3 600 euros) à l'association Nos quartiers ont du

talent. Cette association nationale vise à aider les jeunes à la recherche d'un premier emploi grâce à un réseau de mécènes et d'entreprises partenaires. « Le dispositif est intéressant car, sur le territoire, on a du mal à garder nos jeunes diplômés, qui partent souvent ailleurs », a estimé la vice-présidente Véronique Marendat.

sé l'augmentation des tarifs du conservatoire de Cognac.

## De l'art ou de l'économie ?

Pour les personnes ayant le plus faible salaire, les frais d'inscriptions à l'orchestre sont passés de 11 à 38 euros, et de 17 à 56 euros pour la chorale. « Pourquoi multiplier le coût par trois pour les personnes ayant les revenus les plus faibles ? », a interrogé Éric Liaud, élu de Châteaubernard. « Ça a été validé en commission », rétorque Nicole Roy, qui essaye de clore le débat sans succès. À tel point que 14 élus ont voté contre (72 pour). Pas une défaite, mais peut-être la preuve que, sur des sujets sensibles, l'unanimité ne fonc-

tionne pas toujours à Grand-Cognac...

Enfin, les discussions ont été pimantées sur le montant de la subvention (10 000 euros) accordée à la Fête du cognac. Marie-Jeanne Vian (maire de Saint-Preuil) a reçu un certain écho en estimant que la manifestation est d'ordre économique, plus que culturel, doutant de l'intérêt de la subvention. « La programmation permet de promouvoir des groupes émergents, et la cuisine de découvrir les escargots. On est dans un acte de militantisme culturel », a ardemment défendu Gérard Jouannet, adjoint à la culture à Cognac. Tous les élus ont finalement voté pour.

# Le Kinder théâtre revisite les fables de La Fontaine



Les jeunes comédiens sont toujours très attendus au Jardin de Louise. PHOTOS. B.

Les résidents du Jardin de Louise ne manqueraient pour rien au monde ce moment de rafraîchissement théâtral, le 8<sup>e</sup> du nom. Les enfants de la troupe Le Kinder théâtre de Saint-Yrieix sont venus samedi interpréter leur toute dernière création « Près de la fontaine ». Le Kinder théâtre, c'est avant tout une histoire familiale portée par Arlette Boutinot. Le Kinder théâtre n'est pas la seule section de l'association Pause théâtre. Les ados et les adultes montent aussi sur scène. Chez les adultes justement, Arlette Boutinot continue de fouler les planches, la pièce s'intitule « Mille melons » et l'auteur n'est autre son mari.

Samedi, les enfants du Kinder théâtre ont choisi d'offrir une version contemporaine de certaines fables de Jean de la Fontaine : « Le Corbeau et le renard », « Le Lion et le rat », « La Cigale et la fourmi ». Dans l'auditoire, on connaît ses fables sur le bout des doigts et c'est en chœur qu'on entonne la morale. Mais on peut compter sur l'imagination débordante des enfants du Kinder

théâtre pour les transposer : « On a souvent besoin d'un plus petit que soi » devient très appropriée dans la cellule fraternelle. Et nos comédiens en herbe n'hésitent pas à reformuler. « La Cigale et la fourmi » y trouve une fin plus heureuse : « Tout ce qu'on partage fleurit, tout ce qu'on garde moisit. »

## « C'est bien d'improviser »

Jeanne, 14 ans, s'épanouit sur scène depuis quatre ans : « J'aime l'ambiance, on s'entend bien. Le public te suit. Et c'est bien d'improviser. » Mélissa, 10 ans, confie : « Ce que j'aime, c'est le partage avec les gens. Chaque fois, je découvre de nouvelles personnes. »

Vous pouvez retrouver les comédiens à la salle de la Combe à Saint-Yrieix : mercredi 31 mai à 14 heures, lors de la rencontre de jeunes théâtres, et le 24 juin, à l'occasion de la Nuit du théâtre, dès 17 heures (le Kinder théâtre, les adolescents et la section adulte monteront chacun à leur tour sur les planches).

**Sandra Balian**

### CHÂTEAUBERNARD

**Tournoi multichances.** Le Tennis Club Châteaubernard organise un tournoi multichances couleur orange (garçons et filles de 8 à 10 ans, niveau 1 et niveau 2) ce sa-

medi, dès 9 h 30 au stade Claude-Boué. Il reste encore deux places chez les garçons et une possibilité d'inscription chez les filles. Contact : Corinne Pierre au 06 07 68 39 00. Tarif : 9 €.

### LOUZAC-SAINT-ANDRÉ

## Un ordre du jour allégé

Lundi 22 mai se tenait la réunion mensuelle du conseil municipal. Un ordre du jour allégé avec les travaux de mise en accessibilité des bâtiments recevant du public dans la commune. Le maire Lilian Jousson fait état de travaux mineurs à réaliser, tant sur la salle des fêtes qu'aux deux écoles ; travaux de mise en conformité qui devront intervenir dans les trois années à venir.

Il fut ensuite question de la durée des amortissements concernant l'aide apportée par Grand-Cognac pour la réfection de l'église



**L'église Saint-Martin.** PHOTO

COLETTE GUNÉ

Saint-Martin. À l'unanimité des voix, ils seront donc amortis sur cinq ans.